

# ACTION URGENTE

## VENEZUELA. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS VICTIME DE HARCELEMENT

Les autorités ont fouillé le domicile du défenseur des droits humains Ehisler Vásquez contre son gré et le ministère public a menacé de l'inculper quand celui-ci a demandé des informations sur les motifs de cette perquisition. S'il était poursuivi, cela mettrait en danger les activités qu'il mène en faveur des droits fondamentaux.

Le 10 mai, à 7 heures du matin, des agents du Corps d'investigations scientifiques, pénales et criminalistiques (CICPC, la police scientifique) se sont présentés au domicile d'**Ehisler Vásquez**, dans la ville de Barquisimeto, au Venezuela, et ont fouillé les lieux contre son gré. Bien qu'Ehisler Vásquez leur ait demandé à plusieurs reprises quels étaient les motifs de cette perquisition, les agents n'ont pas répondu. Ehisler Vásquez est ensuite allé dans les locaux du CICPC, où il n'a pas davantage obtenu de réponse quant aux motifs de la perquisition. Il s'est alors rendu au bureau du procureur principal de l'État de Lara, où on l'aurait informé qu'une plainte avait été portée contre lui pour des dégradations occasionnées au bâtiment du ministère public quelques jours plus tôt.

Ehisler Vásquez affirme que lorsqu'il s'est rendu dans la première antenne municipale du ministère public de l'État de Lara pour vérifier la nature des faits qui lui étaient reprochés, la procureure chargée de l'enquête l'a manifestement confondu avec quelqu'un d'autre, lui disant : « vous êtes *El Morocho* » [« le jumeau », en argot local]. Ehisler Vásquez a répondu qu'il y avait erreur sur la personne et s'est identifié en donnant son nom au complet. La procureure a confirmé qu'elle avait délivré le mandat de perquisition, mais a indiqué qu'elle n'avait inculpé Ehisler Vásquez d'aucune infraction. Cependant, elle l'a averti que s'il existait des éléments à charge à son encontre, elle agirait en conséquence.

Selon l'organisation de la société civile Force, Unité, Justice, Solidarité et Paix (FUNPAZ), fondée par Ehisler Vásquez, tant cette perquisition que l'ouverture d'une enquête contre cet homme relèvent d'une stratégie visant à traiter les défenseurs des droits humains du Venezuela comme des délinquants et à les stigmatiser ; en conséquence, il risque d'être très prochainement arrêté et de faire l'objet d'un procès inique.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- rappelez aux autorités qu'elles sont tenues de protéger Ehisler Vásquez en tant que défenseur des droits humains, afin qu'il puisse continuer à mener ses activités légitimes, et de protéger sa famille contre tout acte d'intimidation ou de harcèlement, en respectant leurs droits en tout temps ;
- demandez-leur de donner des éclaircissements quant aux motifs de la perquisition et de l'enquête, afin qu'Ehisler Vásquez, comme cela est légitime, puisse exercer les droits de la défense.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 27 JUIN 2017 À :

#### Médiateur

Dr. Tarek William Saab  
Defensor del Pueblo  
Av. Urdaneta - Frente a El Universal  
Centro Financiero Latino, Piso 27  
Caracas, Venezuela  
Fax : + 58 212 5077025  
Courriel : [contacto@defensoria.gob.ve](mailto:contacto@defensoria.gob.ve)  
**Formule d'appel : Señor Defensor, / Monsieur,**

#### Ministre de l'Intérieur et de la Justice :

Gen. (Ej.) Néstor Luis Reverol Torres  
Ministerio del Interior y Justicia  
Avenida Urdaneta Esquina de Platanal  
Edificio Interior y Justicia Despacho del  
Ministro, / Monsieur le Ministre,  
Caracas, Venezuela  
Fax : +58 212 506 1685  
**Formule d'appel : Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,**

#### Procureure générale

Dra. Luisa Ortega Díaz  
Fiscalía General de la República  
Avda. México, Manduca a Pelelojo,  
Edif. Sede Fiscalía General de la  
República, La Candelaria  
Caracas, Venezuela  
Fax : +58 212 509 8504  
Courriel : [mp@fiscalia.gob.ve](mailto:mp@fiscalia.gob.ve)  
**Formule d'appel : Señora Fiscal General, / Madame la Procureure générale,**

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Venezuela dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

# ACTION URGENTE

## VENEZUELA. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS VICTIME DE HARCÈLEMENT

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Ehisler Vásquez est un défenseur des droits humains, membre actif et fondateur de l'organisation de la société civile Force, Unité, Justice, Solidarité et Paix (FUNPAZ), une ONG de défense des droits fondamentaux créée par des victimes de la répression exercée par les autorités les 15 et 16 avril 2013.

Le 16 avril 2013, Ehisler Vásquez, alors âgé de 19 ans, a été grièvement blessé par des membres présumés de la Garde nationale bolivarienne (GNB) dans la ville de Barquisimeto (État de Lara), alors qu'il exerçait son droit de manifester pacifiquement. Lorsque les agents de la GNB ont commencé à réprimer la manifestation, Ehisler Vásquez a reçu cinq plombs au visage et a également été touché au dos et aux jambes. Sa joue gauche porte des marques définitives consécutives à ses blessures. Il a subi quatre interventions chirurgicales destinées à remédier aux lésions subies. Ehisler Vásquez n'est pas encore complètement rétabli, en raison des difficultés d'accès aux médicaments au Venezuela, difficultés qui l'empêchent de poursuivre le traitement qui lui a été prescrit. Cette absence de traitement adapté affecte gravement son œil droit.

Il importe de souligner qu'en quatre ans, Ehisler Vásquez n'a pas eu accès au dossier de l'enquête sur les agissements à l'origine de ses blessures et que les faits demeurent impunis.

Pendant sa convalescence, dans une déclaration publique, Ehisler Vásquez a annoncé qu'il agirait en coordination avec d'autres victimes de la répression exercée dans l'État de Lara pour dénoncer les graves violations des droits humains commises dans le contexte des manifestations de 2013. Par la suite, les victimes se sont regroupées et la FUNPAZ a été fondée. Selon des informations communiquées à Amnesty International par le Comité des parents des victimes des événements de février-mars 1989 (COFAVIC), la FUNPAZ et ses membres ont reçu des menaces à plusieurs reprises sur les réseaux sociaux, sur des téléphones portables et par d'autres voies, en raison de leurs activités de défense des droits humains.

Nom : Ehisler Vásquez  
Homme

AU 110/17, AMR 53/6252/2017, 16 mai 2016